

# LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Cinquante-quatrième année, — N° 196

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

VENDREDI 30 SEPTEMBRE 1949

Le numéro : 10 francs

Les Travailleurs  
manifestent  
pour la PAIE

## Ce qui nous attend | OBJECTION REVOLUTIONNAIRE!

**L**a déclaration Truman annonçant au monde que le monopole atomique n'existait plus et que l'U.R.S.S. à son tour pouvait revendiquer l'avantage de posséder le moyen de pulvériser le genre humain, a éclaté parmi les stratèges en galons et à marocain du monde occidental, comme un pavé dans une mare à grenouilles.

Les hommes, bétail habituel des périodiques boucheries où les puissants du jour régissent leurs querelles, s'attendaient bien un peu à apprendre une telle nouvelle. Le fait qu'ils aient connu celle-ci d'une manière moins brutale que les malheureux Japonais de Hiroshima n'a pu que partiellement les rassurer.

Aujourd'hui, la perspective de crever est double. Il est vrai que les sectaires des deux systèmes en présence auront la consolation de se croire atomisés par une bombe amie et pour certain jobard de l'Europe occidentale, penser que le matériel américain n'y sera pour rien dans le pourrissement de leur communauté sera peut-être un réconfort.

Nous devons d'ailleurs constater que le désarroi que la nouvelle a causé parmi les pontifs des Etats occidentaux a été court et qu'ils ont immédiatement saisi l'occasion pour accentuer encore les politiques d'armement.

C'est Truman qui, en jetant cette « bombe » a obtenu à moindre frais le vote par le Congrès des crédits du Pacte Atlantique.

Ce sont les travailleurs anglais qui comptent se servir des « obligations de la défense nationale » pour maintenir le blocage des salaires. C'est, en France, où nous avons vu un savant atomique, le Professeur Thibaud, s'écrier, angoissé : « Nous sommes désarmés ! Notre impréparation est pire qu'en 1939 », et de réclamer des crédits de toute urgence.

C'est le concert des démocraties se retournant vers l'Amérique dans l'espoir



HIROSHIMA

par MONTLUC

d'avoir part au secret, de posséder également le petit stock de bombes qui permettra à notre pays de participer à l'effroyable gâchis que la folie des chefs, que la lâcheté des foules nous préparent.

Et les gogos du « Café du Commerce » de se gargariser : « C'est entendu, ils l'ont, la bombe, mais « nous » avons 5 ans d'avance ! Nous en avons davantage ! Elles sont meilleures ! ».

Le malheur c'est qu'une toute petite suffit. Hiroshima en est la preuve éloquent.

Aux hommes sans imagination, nous allons révéler la vérité. Non pas la vérité officielle, mais la vérité telle que nous l'ont apprise nos camarades de la Fédération Anarchiste Japonaise, et en particulier ceux d'entre eux qui, victimes de la première explosion, ont pu en réchapper.

Notre « Libertaire » commencera la semaine prochaine un sensationnel reportage sur les effets de l'arme atomique. Nos lecteurs verront que l'horreur peut encore être dépassée par l'horreur. Qu'ils lisent et qu'ils fassent lire autour d'eux les documents que nous publions. Il est temps, s'il n'est pas trop tard, que l'humanité prenne conscience du danger.

Il est temps que les hommes se réveillent devant la menace s'ils ne veulent pas dormir éternellement, une fois le crime accompli.

Il est temps de REFUSER.

Mais le refus sans construction étant négation, il est temps de chasser le gangstérisme international des dirigeants politiques, quels qu'ils soient. Il est temps de travailler à la Révolution sociale.

Le réemprisonnement de Moreau, l'action de G. Davis ont alerté l'opinion.

L'objection de conscience est à l'ordre du jour et, de toutes parts, des voix s'élèvent ou pour la défendre ou pour la condamner.

Parmi les défenseurs, on trouve des hommes venus d'horizons politiques et philosophiques divers et, parfois, opposés. Parmi les attaquants, au contraire, se décèle une constante : le respect de l'Etat et des lois et le mépris mal dissimulé de la liberté individuelle.

Ils partent en effet tous du même principe, différemment formulé. La société vous assure des droits, des avantages. Vous avez donc le devoir de vous plier aux inéluctables obligations qui en sont la contre-partie.

par ERIC-ALBERT

conscience va toujours à l'encontre du sentiment national.

La première conscience à avoir, c'est la conscience du citoyen.

Donc, pour tous ces messieurs, professeur catholique, avocat, homme d'Etat ainsi que pour Mauriac qui n'a même pas eu le courage de prendre nettement position, le service militaire obligatoire est assimilé aux contraintes naturelles qu'impose la société à l'individu : le travail, le respect d'autrui, la discipline morale par

conscience sonne, alors on voit tous ces beaux messieurs, ces soldats socialistes, encouragés par les patriotes professionnels, flétrir l'objection et user d'une terminologie absolument inadéquante. Les mots de civisme, de devoir, de courage, d'esprit de sacrifice, ne pourront s'appliquer que dans une société où il n'y aura plus de manœuvres à 65 fr. de l'heure et de Le Troquer roulant carrosse.

Les bons esprits affirment que la reconnaissance de l'objection est une mesure qui s'impose, qu'elle est dictée par le devoir de respecter la conscience, la foi, etc. En fait, un tel statut ne pourra jamais être qu'une légère concession accordée par l'universelle oppression qui étouffe les hommes et dans tous les domaines. De surcroît, elle ne sera accordée, on peut en être certain, qu'à ceux qui se réclament d'une conscience, parce que croyant. Mais les autres, les athées, n'ont-ils pas de conscience ?

On croit généralement que l'objection est nécessairement un croyant. Les Etats, comme le Canada et l'Angleterre, qui ont accordé à l'objection de conscience un statut spécial, ne reconnaissent en principe que l'objection religieuse. Et en France, où l'on commence à s'inquiéter de ce problème dans les sphères politiques, à cause de la pression publique, on voit déjà se dessiner la même tendance.

Pourtant les objecteurs anarchistes, comme G. Leretour, comme « l'Inco » et ceux qui ont eu le courage de désertir et vivre en paria toute leur existence plutôt que de s'associer aux gestes criminels et absurdes d'un monde inhumain, ont fait preuve d'une force de volonté peu commune, de valeur morale exemplaire.

Ces hommes n'ont obéi à aucun dogme, à aucun Dieu, ils n'ont pas eu besoin de la foi religieuse pour se refuser à être souillés par

(Suite page 2, col. 3.)

A partir  
de cette semaine  
le Libertaire  
reparaît à nouveau  
chaque semaine !

## LA DEVALUATION L'alliance dollar-livre sterling

Dans son livre « Dieu dans notre travail », Sir Stafford Cripps nous confie : « Nous pouvons souvent comprendre, à la façon découragée et hésitante qu'un homme d'agir, qu'il n'y a pas de force active en lui. »

En ce qui concerne la livre sterling, force est de reconnaître que, par sa dévaluation de la devise britannique, succédant chez lui à un ferme propos de ne point dévaluer, le chancelier de l'Echiquier a témoigné de beaucoup de force active. Ne serait-ce que par les remous qu'il a pu susciter à l'échelle internationale dans les milieux journalistiques, politiques, financiers et syndicaux. Seule la déclaration Truman sur l'existence de la bombe atomique russe a pu distraire momentanément l'opinion des conséquences de bombe financière qui éclata, le 18 septembre, plus violemment encore qu'il y a dix-huit ans, lors de la baisse de la livre par le ministre Snowden.

Ce « rajustement » monétaire qui a provoqué la dévaluation en chaîne des devises de trente pays en Europe et dans le Commonwealth (y compris le dollar canadien, monnaie forte) n'a pas laissé d'impressionner ceux qui ont cru à l'Europe Unie et à Strasbourg.

Déjà, les conversations tripartites des ministres des finances et des affaires étrangères des Etats-Unis, du Canada et de la Grande-Bretagne qui démontrèrent à quel point on tenait peu compte, à Washington, des satellites du monde anglo-saxon, n'avaient pas manqué de créer un certain malaise au Quai d'Orsay. Ce malaise, la dévaluation de la livre sterling n'a fait que le préciser.

Stafford Cripps qui, le 7 septembre (1) déclarait à New-York : « Je maintiendrai ma décision de ne pas dévaluer la livre » et qui, le 18, lâchait l'aveu selon lequel sa décision de baisser la livre avait été prise au mois de juillet dernier (2), ne pouvait éviter de heurter la susceptibilité des ministres de M. Queuille, représentants de la quatrième grande puissance diplomatique !

A Paris comme à Rome, comme à Bruxelles, on feint de se poser la question de savoir quelles ont été les raisons

qui ont motivé le silence du « grand argentier » travailliste et celles qui ont pu le déterminer à une dévaluation qui n'était pas comprise dans le programme économique et social de son parti. On fait montre de beaucoup d'optimisme alors que, pratiquant la politique de l'autruche, on n'ose rendre publiques certaines déductions jugées trop amères.

### LES RAISONS DU CHANCELIER

Pour justifier son silence, Stafford Cripps utilise trois arguments de poids : 1° « Si nous n'avons pas annoncé plus tôt cette mesure, c'est que nous devions en parler tout d'abord aux pays du Commonwealth, puis à nos amis américains et canadiens ; 2° Il ne fallait pas faire le jeu des spéculateurs ; 3° A l'égard de la France, l'Angleterre se tenait libre de tout engagement, depuis janvier 1948, date à laquelle René Mayer rompit la solidarité monétaire franco-britannique en ouvrant à Paris le marché libre des changes et faisait ainsi apparaître la faiblesse de la livre-sterling. »

Pour expliquer sa détermination à modifier la parité du sterling, le chancelier s'appuie sur le fait que, depuis le milieu de 1948, ses réserves d'or s'épuisaient à une allure beaucoup trop rapide, menaçant de disparaître, tandis que sa pénurie de dollars se faisait fortement sentir en dépit de l'aide Marshall. Ces raisons, en économie capitaliste, ne manquent pas, elles aussi, de valeur.

Ce que le ministre anglais ne dit pas, c'est que les demandes ouvertement formulées par la Banque Internationale pour la Reconstruction, par le Fonds Monétaire International, c'est-à-dire par Wall-Street, devaient lui permettre de marchander la révision du cours du sterling par rapport à l'or et au dollar, à tirer parti de la faillite du programme travailliste au profit d'une nouvelle politique économique. C'est le 12 septembre, à l'issue des entretiens de Washington, qu'un communiqué annonça que les Etats-Unis aidèrent la Grande-Bretagne et que les trois pays anglosaxons continueraient à collaborer. Les travaillistes avaient trouvé un

terrain d'entente avec les libéraux canadiens et américains. Le sort de la livre était décidé. Elle prenait officiellement le taux du marché libre suisse, 2 doll. 80. Le chancelier se trouvait en meilleure posture pour réduire le déficit de la balance britannique. Le Commonwealth se montrait solidaire de la nouvelle politique financière et l'Angleterre, appuyée par les Etats-Unis, pouvait envisager sa participation à une éventuelle offensive

(Suite page 2, col. 3.)

## Le procès ROUBACHOV-RAJK La scission internationale du bolchevisme se précise

L'AN dernier, les spécialistes du Guepéou avaient invité Tito à venir « s'expliquer » devant le Komintern. Staline désirait le procès Tito à Belgrade ou à Moscou, Tito « avançant », comme Rajk, Zinoviev, Kamenov, Radek, ou supprimé sans procès comme Trotsky, Béla Kun, Max Holz et des milliers d'autres, ou bien rapatrié comme cadavre comme Dimitroff, voilà ce qu'il fallait pour rétablir le prestige stalinien et l'unité bolcheviste en Europe. Tito a préféré rester à Belgrade, entouré de ses gardes du corps. Staline n'a pas eu la peau de Tito. On imagine qu'il est furieux.

Ainsi le premier anniversaire de la dissidence titiste est célébré à Budapest par un procès contre quelques boucs émissaires, une partie des chefs communistes hongrois accusés de trahison, de trostkyisme et d'occidentalisme. Triste anniversaire pour le Kremlin ! Incapable de liquider la Yougoslavie titiste et son influence dans les divers P. C., Staline doit se contenter de ses procédés habituels de sorcellerie.

Depuis l'opposition trotskyste en 1928, c'est bien la première scission internationale du bolchevisme (les autres crises brandériennes, doriotistes ou autres restant isolées sur le plan national) et elle est bien plus profonde et plus vaste que la première. Comme les affaires Trotsky, Zinoviev et Cie, l'affaire Tito est une querelle à l'intérieur de la famille bolcheviste, mais Tito n'est pas un intellectuel mécontent pondant des thèses oppositionnelles, mais un dictateur disposant de son propre Etat bolcheviste, de sa propre Guepéou, de sa propre diplomatie et bientôt de son propre Komintern.

« Le monolithisme bolcheviste est brisé », disions-nous dans le « Libertaire » il y a une année (1), la continuation et l'existence même de l'opposition de Tito est déjà une atteinte grave à la stabilité du régime stalinien, à son prestige et à son autorité. » Aujourd'hui, nous voyons la confirmation de cette appréciation dans la crise du bolchevisme qui, partant de Belgrade, s'est répandue à Tirana, à Sofia, à Bucarest

Marcel Jouhaudeau, professeur catholique, nous dit :

« ...qu'on n'accepte rien de la société, qu'on se retire du monde, qu'on consente d'abord à ne se vêtir que de feuilles de vigne et à ne vivre que de racines ou de sauterelles. Il faut se retirer du jeu ou en accepter les règles, même les plus barbares, sans réchigner. A refuser ce qui vous gêne, quand on reçoit le moindre avantage, il n'y a pas la moindre honnêteté, mais bégueilisme ou m'as-tu-vu ! »

Et Moro-Giaterri :

« ...L'Etat d'ailleurs, n'a pas de



L'Italie a également des objecteurs. En voici un, Pietro Pinna entre deux carabinieri. Cliché : La Voce d'Italia.

temps à perdre avec ces cas particuliers.

Citons encore André Le Troquer :

« ...La théorie des objecteurs de

exemple. Et on essaye de faire passer ce grossier sophisme en arguant de la nécessité de défendre les avantages et les droits acquis.

Or, il n'y a pas pire atteinte à la dignité humaine que l'encasernement des hommes jeunes et l'obligation d'apprendre à tuer son prochain. Et une société qui en arrive à de telles méthodes barbares pour se maintenir n'est plus légitime. Contre cette illégalité tyrannique parce que soutenue par la loi et l'Etat, l'individu a le droit et même le devoir de se révolter.

Le Troquer nous parle de la conscience du citoyen, mais oublie de nous dire de quel citoyen il s'agit. Quels sont les droits et les avantages du manœuvre à 65 fr. de l'heure ? Il n'a même pas le droit de vivre misérablement lorsque son patron n'a plus besoin de lui ! Mais lorsque l'heure de la

## Chacun pour soi... et la « bombe » pour tous

**T**OUT le monde est pressé. Tout le monde court. Des affaires d'une importance vitale semblent aiguillonner chaque individu et c'est à qui arrivera bon premier dans le métro ou l'autobus. Une fois installé tant bien que mal, on accorde alors un instant aux nouvelles du jour. La dévaluation... l'objection de conscience... puis la « bombe ». Hélas ! la bombe !... Mais il y a beaucoup plus intéressant que la bombe, que l'objection. Il y a les affaires, les économies, la situation ou la place convoitées... Oui, la bombe... Mais qu'y faire ?... Et on parle d'autre chose, avec le sentiment vague d'une certaine culpabilité, mais aussi avec l'assurance que les chemins qui conduisent droit vers les cimetières sont très connus, donc exempts d'imprévu risquant de bousculer les habitudes et ces chères petites affaires importantes, importantes... Résignation ? Lâcheté ? Les deux sans doute et qui se cachent chez certains par une affirmation d'un faux individualisme, d'un désintéressement affecté de la « politique », ce qui excuse tout, même l'acceptation d'une guerre atomique !

Or, si tous ces hommes, toutes ces femmes arrêtaient un moment leur course fiévreuse vers un destin atroce qu'ils pressentent plus ou moins et, se tenant par la main, diraient simplement : Non ! la face du monde changerait.

Le geste de Moreau multiplié à l'infini, non pour la gloire d'un Dieu, mais pour la gloire de l'homme, pourrait alors écraser ce monde stupide qui semble ne se complaire que dans la haine et la mort.



(Suite page 2, col. 4.)

ATTENTION - Retenez cette date

Le Jeudi 13 Octobre

GRAND MEETING DE SOLIDARITÉ  
POUR LES OBJECTIONNEURS DE CONSCIENCE

Avec le concours de André BRETON, Louis LECOURS, de personnalités du Monde des Lettres et des Sciences et des orateurs de la F. A.

Présence assurée, s'il est « libre », de GARRY DAVIS



## LES RÉFLEXES DU PASSANT



A propos de J. Moreau et d'après « France-Dimanche », un haut fonctionnaire du Ministère de la Guerre aurait répondu :

« Même s'il est de bonne foi nous ne pouvons le laisser semer le désordre dans l'armée française. Tous les salopards pourraient prétendre demain qu'ils répugnent à tuer. »

Voilà qui est net. Et nous sommes maintenant fixés : le « salopard » aggrave son cas s'il refuse de tuer. Et l'homme de bonne foi, comme Moreau, devient « salopard » s'il oppose le même refus.

Par contre les autres, ceux qui acceptent de goûter aux délices de la caserne, sont de bons soldats, de bons citoyens. Mieux. Avez-vous étriqué votre belle-mère, ou dévalisé l'Aga Khan ? Tâchez d'échapper à la police, ce qui est fort aisé, et engagez-vous dans la Légion. Pour peu que vous vous y conduisiez en héros, c'est-à-dire en tueur expérimenté, on passera l'éponge. Vous vous serez rachetés de vos crimes en broyant du noir ou du jaune, selon les latitudes. Et vous aurez droit aux médailles, et les braves gens diront : « Vous savez, c'est un tel... ». Puis, baissant pudiquement les yeux : « Il a eu un passé orageux... mais il est magnifiquement racheté. C'est un héros. Un légionnaire, pensez ! »

Et même Léonard, notre valeureux préfet de police, qui est las « de tant d'immoralité et de crimes », vous applaudira lorsque fièrement vous défilerez sur les Champs-Élysées un jour de 14 juillet. Et les femmes vous jetteront des fleurs, et vous bomberez le torse en contant vos exploits :

## Fédération Anarchiste

Nous rappelons aux secrétaires des Régions qu'ils peuvent utiliser « les communiqués F.A. » en ce qui concerne leur liaison (propagande, trésorerie, etc...) avec les groupes.

Secrétaires des Régions, ne négligez pas ce moyen de correspondance.

## Le Comité National.

1<sup>re</sup> REGION

Service de librairie chez Saureys Georges, 80, rue Francisco-Ferré, à Fives-Lille (Nord).

2<sup>e</sup> REGION

## PARIS XVIII

Louise-Michel. — Le groupe reprend son activité. Prochaine réunion le jeudi 29 septembre à 20 h. 45, sous-sol de l'Olympic, 20, rue Léon. Tous les camarades doivent être présents.

Paris-Est. — Les réunions auront lieu tous les vendredis à 20 h. 30 au 65, boulevard de la Villette. Prochaine réunion le vendredi 30 septembre.

LEVALLOIS, ENVIRONS ET 17<sup>e</sup>

Groupe Duret. — Appel à tous les militants et sympathisants pour la construction du groupe, vendredi 7 octobre à 21 h. au café « La Roulotte » angle rue de Rome et boulevard de Batignolles, face métro Rome, dans la salle du 1<sup>er</sup> étage. Ordre du jour : constitution du bureau, la propagande, l'action militante.

## VILLE VERSAILLES

Réunion du groupe le vendredi 30 septembre 1949, à 21 heures, café « Chez Hélène » 23, rue Montbaudon. Appel est fait aux sympathisants.

3<sup>e</sup> REGION

Pour ce qui concerne la 3<sup>e</sup> Région, se mettre en communication avec E. Maseau, 2, impasse de la Lune, à Strasbourg, et pour la trésorerie avec : Charles Offier, 6, Cité Spach, à Strasbourg (C.C.P. 87.305).

4<sup>e</sup> REGION

Le bureau régional demande à tous les groupes de la 4<sup>e</sup> région (Nantes, Rennes, Tréziat, St-Nazaire, Lorient, Brest, Angers et Quimper) si la date du 22 ou 23 octobre leur conviendrait pour une réunion régionale qui aurait lieu à Nantes. Prière de répondre au trésorier régional.

Nantes. — Nous rappelons à tous, amis sympathisants et lecteurs du « Lib » que le groupe Francisco-Ferré reprend son activité. Permanence tous les vendredis de 18 h. 30 à 20 h., 33, rue Jean-Jaures. Première réunion du groupe vendredi 30 septembre à 20 h., même adresse que ci-dessus. Important d'avenir.

8<sup>e</sup> REGION

Libre Examen-Lyon-Centre et Groupe de Vaise. — Samedi 1<sup>er</sup> octobre, à 16 h. 1/2, réunion urgente des deux groupes. Café Bon accueil, angle Boileau. Ordre du jour très important.

Grenoble. — Après un court moment de relâchement du aux congés, le groupe reprend. Il se réunit tous les vendredis, hôtel de l'Osians, 11, rue du Vieux-Temple, Grenoble. Une permanence sera assurée. Déjà des réunions publiques sont envisagées. Tous les camarades désirant militer peuvent venir à nos réunions et permanences ou écrire à Bessard Roger, 3, rue Bayard.

9<sup>e</sup> REGION

Angoulême. — Réunion le dimanche 2 octobre, au local, 18, rue des Accacias à Angoulême, à 9 h.

Les camarades de la région désireux de participer à l'activité du groupe sont priés d'entrer en relation avec :

— André Labbé, collège de Lillac, à Angoulême.

— Jacques Faure, 5, rue du Buisson-Moreau à Cognac, s'ils habitent dans une autre région du département.

10<sup>e</sup> REGION

Les camarades isolés et groupes de Mazamet, Carmaux, St-Gaudens, Pau, Montau-

## Les salopards

« Ma médaille militaire...? C'était une expédition punitive à Madagascar. Les salopards, on leur a fait voir... le village, grillé, mon vieux... Ça gueulait là-dedans ! »

Et de vous taper sur les cuisses en déguisant un bon pernod offert par quelque admirateur bien français : un admirateur de l'ordre et de son soutien, les légionnaires, les policiers. Un admirateur des gangsters assermentés, des criminels en képi. Oui, un bon Français comme Léonard qui s'oppose à la concurrence illégale des brigands en traction et respecte et idolâtre les autres. Les mercenaires. Ceux qui organisent les assauts, les Verdun et les Oradour. Oui, vous serez reçu partout à bras ouverts et Bénazet vous décernera un brevet de civisme pour votre ferocité exemplaire et chantera vos louanges dans « L'Aurore ».

Vous serez un honnête homme. Mais ceux qui refuseront de marcher sur vos traces glorieuses, les Moreau, les déserteurs, en un mot les « salopards », on les flanquera en prison. Pour la vie.

Et « l'ordre » sera respecté. Et les légionnaires, les généraux et les gendarmes pourront continuer leur « travail », soutenus par tous les Bénazets qu'excitent toujours un peu l'odeur du sang et le bruit du sabre.

OLIVE.

## Mise en garde

Avant la guerre, nos milieux très hospitaliers, étaient mis perpétuellement en coupe réglée par une équipe de « cossards » se disant « hors la loi », libertaires, et dont la principale activité consistait à taper les « pauvres couillons de boulets » ou les copains naïfs.

La multiplicité des organisations, l'état d'esprit non-organisateur, rendait absolument impossible le contrôle de ces « oiseaux de passage », et le nombre des victimes ne pouvait se chiffrer.

Cet état de choses avait disparu de nos milieux ; mais voici que le gangstérisme exigeait tout de même un certain courage et comportant quelques risques, des tapageurs se jettent encore sur nos groupes ou camarades isolés.

Dans les cas présents, qui sont venus à ma connaissance, ces individus se sont présentés comme camarades, CONNAISSANT tels et tels compagnons, et moi-même. Chaque fois, ces individus étaient dépourvus de toute pièce justifiant leur militantisme, soit à la C.N.T., soit à la Fédération Anarchiste. Ils n'étaient pas non plus porteurs de lettre de tel compagnon connu.

La carte — à jour — d'une de nos organisations est un minimum de garantie, elle permet en tous cas de détecter immédiatement le personnage. A la carte, les secrétaires de Groupe doivent, s'il y a lieu, ajouter une lettre particulière à chaque cas.

Pour ma part, je tiens à avertir tous les camarades que personne ne viendra de ma part, sans une lettre personnelle, et avertir les « oiseaux de passage » qu'ils ne doivent pas compter trouver auprès de nos Groupes d'autre accueil que celui qu'ils auront mérité par leur participation effective à notre lutte ou la propagation de nos idées, dûment certifiées.

Pour la 9<sup>e</sup> Région de la Fédération Anarchiste :

Aristide LAPEYRE. P.-S. — Le Comité National insiste auprès des Groupes sur l'importance de cette mise en garde et leur demande de montrer une extrême vigilance en ce qui concerne ces « visiteurs ».

ban, Tarbes, Albi et Cahors, désireux de participer aux tournées de conférences qui vont avoir lieu dans la 10<sup>e</sup> région, doivent se mettre, sans tarder, en rapport avec G. Menbrado, 7 bis, rue du Pont-St-Pierre à Toulouse.

Toulouse. — Le groupe libertaire se réunit tous les deuxième et quatrième vendredis du mois au Café des Sports, boulevard de Strasbourg, à 21 h. à Toulouse.

12<sup>e</sup> REGION

Marseille. — Les secrétaires de groupes de la 12<sup>e</sup> région sont invités à assister à notre réunion trimestrielle, qui aura lieu le dimanche 2 octobre, à 9 h. 30, à notre siège, 12, rue Pavillon (M.L.E.), 2<sup>e</sup> étage.

Marseille. — Les membres de la F.A. sont convoqués en assemblée générale le dimanche 16 octobre 1949, à 9 h., local : Bar Artistique, cours J.-Thierry (chapitre).

## ATTENTION !

A la demande de nombreux groupes le LIB publiera comme par le passé les communiqués des groupes concernant les réunions intérieures, les adresses des secrétaires et trésoriers de groupes et toutes autres informations concernant la vie du mouvement à l'échelle locale.

Le Groupe des Paris III<sup>e</sup> et X<sup>e</sup> invite ses sympathisants et amis à venir entendre, le dimanche 2 octobre, à 15 h. 30, salle du Petit-Thouars, 10, rue Dupetit-Thouars, métro : République : CHARLES D'AVRAY et son cabaret.

« LA VACHE ENRAGEE » et ses artistes.

De la chanson révolutionnaire, de la joie, une ambiance libertaire.

Les cartes d'invitation sont déposées au « Libertaire ».

## AU PALAIS-BOURBON :

## EST-CE LA CRISE ?

APRÈS les vacances, de nouvelles difficultés allaient s'ajouter à celles déjà nombreuses que supportait la classe ouvrière. L'éventualité d'une période d'agitation sociale de grande envergure incitait le Gouvernement à quelques éléments prudents, mais le mouvement populaire annoncé à l'extérieur n'a pas eu lieu.

Les prix ont donc repris leur allée ascension vers les sommets inaccessibles aux « économiquement faibles ». Et si le lait et les produits laitiers étaient introuvables sur les marchés, nous les voyons réapparaître majorés de 25 0/0 (en moyenne). Tandis que les incidents de la récente dévaluation du franc Pétche commencent à s'affirmer dans certains secteurs vitaux, la R.A.T.P. nous prépare une hausse généralisée des transports de la Région parisienne (autobus, métro), et enfin les prix gonflés des loyers et fournitures scolaires viennent grever un budget familial qui éprouve déjà toutes les peines à s'équilibrer.

Devant ces faits, les syndicats s'agitent, combien timidement. La S.F.I.O., mater les mouvements ouvriers, saisi qu'il ne montrait de velléité que pour l'occasion n'espérant pas s'assurer une base ouvrière qui commencent à lui échapper. Pour ne pas être en reste, le M.R.P. sort de son sommeil et Schumann s'acquitte avec Léon Blum. Le P.C.F. joue sur du velours, part à l'assaut des portefeuilles, ressortant sa vieille formule de fournitures scolaires venant grever un budget familial qui éprouve déjà toutes les peines à s'équilibrer. Jules Moch, bronze par le soleil tyrolien rédige un projet de loi de contrôle des loyers et fournitures scolaires avec renforcement des effectifs policiers. Mais le « bout de l'oreille » perce lorsqu'il déclare à la presse : « Cette année, pas de mouvements révolutionnaires ». Touchés dans leurs biens intimes, les dirigeants contre-attaquent, conduits par notre génial argentier,

Maurice Pétche, qui ne veut pas compromettre son plan. Une fois encore, l'on fera appel à cette fameuse solidarité parlementaire pour éviter le pire : la CRISE et l'inévitable renversement de majorité qu'elle impliquerait. Le socialiste Daniel Mayer — l'homme du jour — sur les frêles épaules duquel repose le sort du Président Queuille, fait au Gouvernement plusieurs propositions dictées par un opportunisme prudent, dont l'essentiel est la remise en liberté des salaires dans le cadre des conventions collectives et — en attendant — l'attribution d'une « prime d'attente » aux catégories de salariés les plus défavorisées.

Malgré sept heures de délibérations, le ministre du Travail n'a pas obtenu pour son projet l'accord de la majorité. Henri Queuille, tiraillé entre le désir de satisfaire aux exigences de son parti (libéral, mais dirigiste à l'occasion) et de s'assurer une base stratégique plus à « gauche » auprès des socialistes, annonce dans un bon sourire à Daniel Mayer que s'il envisageait toujours favorablement l'application des conventions collectives, il s'opposait par contre à leur rétablissement rapide. Ce pauvre président n'a plus qu'un souci : éviter la catastrophe ou le cas échéant — si celle-ci se produisait — en faire porter par d'autres la responsabilité. Pendant ce temps, inquiets — à juste

titre — à s'engager à la veille du Comité national de leur parti, les républicains populaires se solidarisent avec le projet Mayer en une motion chèvre et chou, conciliant leurs intérêts de parlementaires avec les désirs des syndicalistes M.R.P. Toutefois, l'unanimité est faite sur un point : obtenir au plus tôt des résultats positifs, avant la rentrée du Parlement, où le complot Duclos pourrait jouer les trouble-fête, aidé en cela par l'aile gaulliste.

Gageons que, faisant appel aux nobles sentiments, aux devoirs d'humanité (Blum dixit), les ministres sauront maintenir l'unité de façade nécessaire à la sauvegarde de leurs maroquins.

Que peuvent espérer les travailleurs de cette comédie ? Rien ! sinon de vagues promesses. Une augmentation de salaires — même substantielle — ne saurait garantir leur avenir menacé, ne saurait résoudre le problème qui se pose à eux avec une acuité toujours grandissante : leur libération. LA GREVE GESTIONNAIRE apparaît alors comme le seul moyen de sauver le prolétariat. Les formules révolutionnaires DOIVENT se substituer aux timides revendications classiques : primes, conventions collectives, reléguées définitivement aux archives du syndicalisme officiel.

Joe LANEN.

## Le procès Roubachov-Rajk

(Suite de la première page)

contre Togliatti (Italie) provient que le bras du Guépéou est long et toujours présent. Médez-vous et tremblez : la terreur de Staline ne s'arrête devant rien. Nous ne voulons pas sous-estimer les effets d'une telle menace qui plane sur les créatures des divers P. C. du monde. La méthode nous semble pourtant inefficace à la longue. Nous ne sommes plus

à l'époque des procès de 1936-37 où l'on pouvait surprendre le monde avec des procédés pareils et liquider sans procès ceux qui se refusaient à avouer comme par exemple Béla Kun, leader de la première république soviétique hongroise en 1919, un des chefs du Komintern, célébré pendant une génération comme « Lénine hongrois » et abattu en 1937 dans les caves du Guépéou (2).

Les tentatives du Kremlin prennent de plus en plus l'aspect d'une défensive désespérée contre les défections multiples dans tous les pays et contre la scission qui va en grandissant. Tilo n'est pas Trotsky, il représente un point d'attraction solide et efficace pour les fonctionnaires communistes déçus depuis longtemps. La Yougoslavie néo-bolcheviste construit le socialisme étatique au même titre que Staline. Dans la mesure où la position internationale de l'U.R.S.S. continue à faiblir, le titisme représente une possibilité croissante pour le regroupement des forces bolchevistes en Europe. Les procès de sorcellerie et les menaces de la police secrète stalinienne ne peuvent rien y changer.

M. B.

(1) Voir le Lib. du 1-10-48 et du 15-4-49.

(2) Dans son livre « Agent de Staline », Krivitsky, chef du Guépéou en Europe occidentale et assassiné par les agents de la S.E.C. à New-York au cours de cette guerre, écrit à ce sujet : « On lui (Béla Kun) faisait subir l'épreuve de la station debout pendant des séances qui duraient de dix à vingt heures, jusqu'à son épuisement. Quand, qu'il se rampeait, il avait les jambes tellement enflées qu'il ne pouvait plus se tenir dessus. Après chaque interrogatoire, son état empirait. A son retour dans la prison, son visage était si noir que les autres prisonniers de la S.E.C. ne pouvaient le reconnaître. Les gardiens le traitaient avec une brutalité particulière... Béla Kun ne fit pas d'aveux... »

## DEVALUATION

(Suite de la première page)

commerciale américaine sur les marchés mondiaux et, par ce fait même, un nouveau développement de nos exportations. Son armature dirigiste, loin de la gêner, pouvait même être un facteur de succès dans le domaine de la concurrence européenne.

Les inconvénients (marchandises américaines plus chères, hausse du coût de la vie, mécontentement ouvrier, chômage, faillite du programme travailliste, etc.) pouvaient même, dans une certaine mesure être corrigés par un renforcement des contrôles au sein du pays. La suppression de nombreux intermédiaires entre producteurs et consommateurs ainsi qu'une légère hausse des salaires n'étaient pas exclues a priori. Le cabinet britannique se prometait bien d'amortir les revendications des trade-unions et reprendre confiance.

## LA DEVALUATION EN FRANCE

Informé de la décision du chancelier au dernier moment, le ministre des finances, Maurice Pétche, fut surpris ou feignit la surprise. Obligé de dévaluer à son tour, il tint à peu près le même langage et témoigna à peu près du même optimisme que son collègue d'outre-Man-

che à l'égard de la production et de l'exportation. Optimisme qui, cette fois, n'était pas basé sur une garantie américaine ou sur une quelconque conférence de Washington, mais sur l'embaras et une fausse interprétation des faits. Il calcula même que, l'un dans l'autre, les deux courants d'importations de matières premières en provenance des zones dollar et sterling n'augmenteraient que de 1 % le prix de revient des produits français. D'autre part, il escompta relever le défi britannique dans le domaine concurrentiel par une alliance économique France-Italie-Benelux.

La presse gouvernementale à son tour se hâta bien de partager l'optimisme ministériel. Le franc par rapport à la livre n'était pas dévalué mais réévalué, et il suffirait d'acheter sur le marché anglais les produits jugés trop chers sur le marché américain. En somme, aucune menace de hausse du coût de la vie, une production accrue, une monnaie stable et une étape vers la libre convertibilité des changes, des débouchés extérieurs multipliés, tel était, en raccourci, le bilan officiel de la 5<sup>e</sup> manipulation du franc (depuis 1941) au seuil d'une ère néo-libérale.

Depuis, bien des choses ont changé. La Grande-Bretagne préfère vendre à l'Amérique pour s'approvisionner en dol-

lars et elle a haussé l'ensemble de ses prix de 12 % sur les marchandises exportables — 20 à 40 % pour les métaux non ferreux. D'autre part, devenue depuis 1948 notre premier client, elle ne veut acheter qu'à des tarifs spéciaux déterminés par le board of trade.

Quant à l'Amérique, chacun sait qu'elle produit mieux et à meilleur marché les produits dont elle a besoin ; elle n'adopte d'ailleurs guère plus de 7 % de produits français.

De plus, à l'inverse de la Grande-Bretagne où commerçants et industriels sont sévèrement contrôlés, le gouvernement se trouve être en perpétuelle difficulté devant le conflit des salaires et des prix.

Le programme économique et social du cabinet Queuille, malgré le plan Marshall, se trouve plus menacé encore que celui du cabinet travailliste.

## LES CONSEQUENCES

A qui donc cette fameuse dévaluation des devises peut-elle profiter ? La baisse de la livre et celle du franc, en Grande-Bretagne et en France, qui désorganise les programmes politiques et sociaux, ne peut que faire le jeu des Etats-Unis. Les U.S.A. superindustrialisés doivent trouver l'emploi de leurs capitaux inutilisés. Ils doivent le faire dans des conditions avantageuses. Or, la meilleure opération pour les financiers de Wall-Street est encore d'investir leur surplus en or et en dollars dans la production européenne, en France, en Italie, en Allemagne, en Afrique du Nord, afin de renforcer leur suprématie. Ici, il est moins question d'acheter l'Europe occidentale, que ce soit avec la complicité ou non de M. Pétche, de M. Pelva et autres ministres des finances, il est question de procéder à « l'investissement par les investissements » plutôt qu'à l'investissement par les armes. C'est moins coûteux et c'est aussi moins dangereux.

ESSEN.

(1) En Europe, l'hebdomadaire « l'Economist » fut à peu près seul à ne pas être dupé ; il est vrai que les ministres français ne figurent point au nombre des rédacteurs de ce journal.

(2) Cette décision, à l'époque, avait motivé une réunion experts anglais, américains et canadiens.

REDACTION-ADMINISTRATION  
Robert JOULIN, 145, Quai de Valmy  
Paris-10<sup>e</sup> C.C.P. 5561-76

FRANCE-COLONIES  
1 AN : 500 FR. — 6 MOIS : 250 FR.

AUTRES PAYS  
1 AN : 750 FR. — 6 MOIS : 375 FR.  
Four changement d'adresse, joindre  
20 francs et la dernière bande

## DÉCLARATION DE PIERRE MARTIN

Je viens à mon tour prendre la relève de Garry Davis en attendant la libération de J.-B. Moreau.

Je suis personnellement objetteur de conscience et j'ai subi de ce fait plus de trois ans et demi de prison dans des conditions très rigoureuses. Depuis, comme volontaire sur les chantiers du Service Civil International, j'ai consacré ces dernières quatre années à la reconstruction et à l'aide sociale aux victimes de la guerre ou aux miséreux. Les lettres de remerciements et de félicitations envoyées au Service Civil Volontaire International par les municipalités aidées, par les administrations et même par les ministres, démontrent combien il est illogique et inhumain d'assimiler à des malfaiteurs et de laisser pourrir inactifs dans des cachots des jeunes gens qui, dès qu'ils sont en liberté, conquièrent la sympathie et la reconnaissance publique.

Diplômé de l'Ecole des Sciences politiques et ayant préparé une thèse de Doctorat en droit sur la question, je puis affirmer que la France est le seul grand pays démocratique à soumettre les objecteurs de conscience à une législation barbare datant de Napoléon I<sup>er</sup>. Les juges militaires eux-mêmes ont souvent souhaité de ne plus avoir à appliquer une loi répressive qui les choque et qui leur est répulsive.

Je suis personnellement libre penseur et ancien militant syndicaliste, Moreau est catholique, Theiss, arrêté avant-hier est protestant, c'est ainsi que dans cette action non-violente à la manière de Gandhi vont se faire emprisonner des hommes représentant les diverses tendances de l'objection de conscience pour bien montrer que sans aucune préoccupation politique ou confessionnelle, c'est un problème humain qui intéresse toute la Nation.

Nous continuerons jusqu'à la libération de Moreau sans aucune crainte pour ce qui peut nous arriver, avec la tranquille certitude d'être qui luttent pour le respect de la conscience et de la dignité humaine.

## Garry Davis arrêté

REPRENANT son bâton de pèlerin, le « Premier Citoyen du Monde » avait installé sa tente sous le porche de la prison du Cherche-Midi. Prenant nettement parti pour les objecteurs de conscience, Garry Davis proclamait sa volonté de partager le sort de J.-B. Moreau, embastillé pour la 3<sup>e</sup> fois.

Arrêté, puis relâché, de nouveau arrêté, Garry Davis continue avec les services de M. Jules Moch un jeu des quatre coins limité par le commissariat où trône l'ineffable M. Mick et les murs de la vieille bâtisse, où tant des nôtres payèrent leur tribut à la lutte contre la guerre.

Les services de la Préfecture s'enervent ; on parle de poursuivre Davis pour vagabondage, pour infraction à la police des étrangers...

Les travailleurs, qui ont condamné les atermoiements ridicules du Ministère de l'Intérieur, se doivent de veiller à ce qu'il ne soit pas porté atteinte à la liberté de Garry Davis, citoyen du monde, sans passeport, sans papier, sans patrie, sans autre, symbol de la liberté complète, que nous devons racheter si nous ne voulons pas crever.

## RÉUNIONS PUBLIQUES ET CONTRADICTOIRES

## PREMIERE REGION

## LILLE

Samedi 8 octobre, à 19 h. 30

Salle du Café Alphonse,

13, rue du Molinel

Orateur Maurice LAISANT

Pourquoi suis-je anarchiste ?

★

## S.I.A.

## FIVES-LILLE

Dimanche 9 octobre, à 10 heures

Salle du Café des Pompiers

Rue de Bournes, à Fives-Lille

Orateur : Maurice LAISANT

Pacifisme bélat et pacifisme révolutionnaire

★

PARIS-5<sup>e</sup>

## GROUPE SACCO-VANZETTI

Palais de la Mutualité

Consulter le panneau d'affichage

Vendredi 30 septembre, 20 h. 45

Chrétiens et anarchistes

devant l'objection de conscience

2<sup>e</sup> Le cas Garry Davis

## CONFERENCE - DEBATS

Brest. — Groupe d'Etudes Sociales, Les lecteurs du « Libertaire », les libertaires et tous les partisans de la pensée libre seront présents à la réunion éducative du vendredi 7 octobre, à 20 h. 30, au cours de laquelle sera discuté le problème de l'Union Libre. Lieu habituel.

8<sup>e</sup> REGION

## LYON

Libre discussion, organisée par deux groupes F.A. de Lyon, sur : — La gestion ouvrière ; — Les moyens de production et leurs possibilités.

Samedi 8 octobre, à 14 h. 30, café du « Bon Accueil », 71, rue Bonnel, angle rue Boileau.



# CULTURE ET RÉVOLUTION

## Les organisations de "défense" des travailleurs sont dépassées (1)

**L'**ORGANISATION des travailleurs, en vue de leur libération économique, sociale, culturelle, pose des problèmes qui méritent d'être examinés en dehors des servitudes d'écoles, des servitudes de clans, en dehors des routines et à la lumière de constatations, d'expériences récentes que tout naturellement les maîtres qui ont formé notre pensée ne pouvaient connaître, donc analyser.

Ce travail est indispensable non seulement pour affûter le tranchant de l'outil d'émancipation, mais encore pour assurer une vivante continuité aux pensées dont nous sommes les héritiers et retirer à ces pensées le caractère statique, voire conservateur qu'elles revêteraient forcément avec le temps.

Il est un fait admis par la grosse majorité des travailleurs et sur lequel on peut bâtir sûrement : c'est l'obligation pour les exploités de s'unir pour faire face aux attaques des classes possédantes et aux empiétements du pouvoir qui les représente.

Marx a tenté de définir les conditions de cette union qu'il nomme : le parti des travailleurs ou le parti communiste, le mot étant pris au large sens qu'on lui donnait au XIX<sup>e</sup> siècle. Kropotkine, lui, a largement tracé les contours de ce qu'il appelait le « parti anarchiste ».

Le mot « parti » étant de nos jours dévalué — non à cause de son étymologie définissant exactement les sentiments de ceux qui s'unissent pour faire triompher leur point de vue, mais par l'utilisation arbitraire qu'en ont fait tous les aigres de la politique — les travailleurs influencés par l'idéologie anarchiste d'abord, d'autres travailleurs ensuite lui ont préféré des termes moins péjoratifs à leurs yeux, tels : mouvement, fédération, rassemblement, organisation, etc., qui, avec des nuances appréciables bien sûr, s'efforcent de définir cette union.

Nous nous en tiendrons pour cette étude à la formule : **organisation**, qui a l'avantage de ne pas froisser des susceptibilités respectables quoique détestées.

Je le répète, personne ne nie la nécessité de l'organisation et le militant larouchement individualiste sur le plan philosophique, prêt à considérer notre Fédération Anarchiste comme une « déviation marxiste », se retrouve dans des syndicats possédant tous les vices qu'il peut reprocher à notre mouvement sans en posséder les vertus. Pour le quateron d'irréductibles, adeptes de Stirner, leur rassemblement autour d'un journal, leurs parolottes collectives, les rites intangibles qu'ils s'obligent à observer, prennent, qu'ils le veuillent ou non, la forme d'une organisation à laquelle il est vrai, on peut ajouter l'adjectif : **décadent**.

L'ORGANISATION a existé de tous temps, et les classes brimées, pressurées, ont constamment coalisées et cela bien avant que l'esprit d'association pour un bien défini se soit précisée avec méthode dans leur esprit.

Mais c'est au milieu du siècle dernier que l'organisation prend vraiment corps. Si sa structure a évolué, si ses buts ont changé, s'il s'est créé autant d'organisations différentes qu'il existe de buts différents, de méthodes différentes, un caractère commun leur est resté.

Qu'elles soient politiques, syndicalistes, philosophiques, les organisations ouvrières, ou dites ouvrières, sont des ORGANISATIONS DE DÉFENSE. Et même lorsque leur finalité inscrite à leur actif... des buts disons plus audacieux, la nature des hommes qui les composent tend à lui conserver ce caractère.

Défense des salaires, défense des droits, des libertés, défense des avantages acquis, etc.

**LE PROLÉTAIRE SE DÉFEND.** On essaie de lui arracher quoi ? Ce que des luttes d'abord, l'usage ensuite lui a concédé ? Et il lutte contre l'attaquant.

Et depuis 150 ans, nos luttes sont bercées par ce verbe négatif : **défense** de... défendons-nous contre... Immense complexe d'infériorité d'une classe numériquement la plus nombreuse, créatrice de richesses, pouvant tout et créant pour protéger sa misère une organisation dont l'ambition rêvée au grand jour consiste en une espèce de « statu quo » sans relief ni envergure.

Certes, dans l'esprit de ceux qui, à travers l'histoire du mouvement ouvrier, ont jeté les bases des diverses

### LE « CRAPOUILLOT »

#### UN NUMERO SPECIAL SUR « LE MONDE DES REVES »

« LE CRAPOUILLOT », qui a terminé la publication de « L'Histoire de la Guerre » de Galtier-Boissière, publie un numéro spécial sur « Le Monde des Rêves ». Le Rêve y est étudié par des spécialistes dans ses rapports avec la littérature, l'art, le cinéma, — et surtout la sexualité. Le clou de cette livraison illustre, fort originale, est une enquête menée par Paul Guth, qui a interrogé une trentaine de personnalités connues sur leurs Rêves, de Simone Renant à Michel Simon, de Céline à Maitre Maurice Garçon et H.-G. Clouzot à Marcel Achard.

En vente au « Libéraire » : 300 francs, franco : 345 francs.

organisations ouvrières, il est constamment sous-entendu que le but final reste l'accession au pouvoir pour les uns, aux richesses du monde pour les autres des classes déshéritées. On ne peut méconnaître que le militant averti rêve de transformation sociale. Je n'ignore pas que présenter l'organisation comme le moyen de « défense » des masses ouvre la voie au recrutement massif et permet par la suite des organisations plus étouffées.

Il n'en reste pas moins vrai que ces masses qui ne vont en réalité qu'à « l'organisation de défense » s'imprègnent du complexe d'infériorité.

Cela est tellement vrai que l'on n'envisage plus aujourd'hui le passage de la défense des revendications à la transformation sociale qu'à la suite d'une attaque de la bourgeoisie. Et si on examine le problème par l'absurde, que nous admettions un instant une bourgeoisie statique dans sa lutte et d'une compréhension sociale certaine (la Suède par exemple) ne laissant aucune chance à la revendication démocratique, on se demande un peu comment l'organisation telle qu'elle

**par Maurice JOYEUX**

est conçue actuellement pourrait trouver en elle-même suffisamment de dynamisme pour passer à l'attaque.

D'ailleurs, l'histoire des luttes ouvrières passées est pleine d'enseignement.

Rarement — et je dis rarement pour me prémunir contre l'exception qu'on pourrait me rétorquer et qui ne ferait que confirmer la règle — les travailleurs, ou leur organisation, ont choisi le terrain, déterminé le moment en pleine connaissance de cause, rarement les travailleurs sont partis à l'assaut du pouvoir d'oppression à l'heure déterminée par eux (2).

A l'origine, une agitation revendicative de défense des salaires, des libertés, etc. Une « enquête » de la bourgeoisie. Une attaque brutale des pouvoirs publics décidés à briser cette agitation avant qu'elle ne soit suffisamment étouffée. Une défense désespérée du prolétariat qui, pour faire face, s'allie avec les clans qui, pour d'autres raisons que les siennes, se trouvent en désaccord avec ce pouvoir.

Parfois, cette coalition triomphe (1789, 1848, etc.) mais alors le prolétariat est obligé de partager sa victoire avec des alliés qui rapidement se retrouvent auprès de leurs adversaires de la veille pour faire rentrer la marée ouvrière dans son lit.

La plupart du temps, la classe ouvrière sera battue (la Commune de Paris, la révolution espagnole, etc.) car elle livrera le combat sur des positions choisies par l'adversaire et au moment qu'il aura lui-même déterminé.

L'exemple de nos camarades espagnols est particulièrement éloquent. Malgré sa force, la C.N.T. syndicaliste s'est trouvée dans l'impossibilité de choisir le terrain de sa lutte et a dû accepter la bataille à l'HEURE FIXEE par le militarisme et le clérisme espagnols. Et l'histoire s'est répétée : l'Association des forces ouvrières avec une fraction de la bourgeoisie a produit le résultat classique.

Mieux, les formes de l'organisation moderne ont empêché le prolétariat de fournir à la révolution espagnole l'aide décisive qui aurait assuré son succès.

L'aide efficace ne pouvait pas venir de la bourgeoisie mondiale et celle-ci n'était pas décidée à aller au-delà du maintien de la république « démocratique » espagnole. Le prolétariat mondial pouvait seul fournir les armes au prolétariat espagnol, mais pour qu'il le puisse, eût-il encore fallu qu'il fût en mesure de faire plier sa bourgeoisie.

Or, les travailleurs du monde entier, stalinien y compris, ne possédaient pas d'organisation susceptible de passer à l'ATTAQUE, susceptible de chasser leur bourgeoisie et d'élargir à l'échelle mondiale le mouvement social d'au-delà des Pyrénées. Et comme d'autre part, les bourgeoisies anglaise, française, etc. ne fournissaient pas à leur prolétariat de motifs suffisants pour mettre en branle les lourdes organisations de défense, celui-ci dut se contenter de vœux platoniques et de pleurnicheries sur la non-intervention. D'ailleurs, qu'on ne s'y trompe pas, quelle qu'ait été la force de la C.N.T. espagnole, elle se serait et pour les mêmes raisons, trouvée dans l'impossibilité de soutenir « efficacement » un mouvement à l'extérieur des frontières espagnoles.

Ces quelques constatations posent à nouveau le problème de l'organisation. Ceux qui pensent que seul l'élargissement international d'une action est rentable se devraient d'y réfléchir.

On ne trouvera pas au même moment et simultanément dans tous les pays des conditions sociales permettant un mouvement de « DÉFENSE »

généralisé. Et tout le monde sait que l'action sociale déclenchée dans un pays incite les gouvernements des autres pays à lâcher du lest et par conséquent retire aux organisations de « défense » un de leurs plus sûrs moyens d'agitation. Il est donc obligatoire de donner à l'organisation une forme nouvelle.

L'organisation de défense a vécu comme facteur révolutionnaire. Ceci est tellement pressenti dans les milieux dit avancés qu'on assiste aujourd'hui à des transformations de l'organisation tendant à lui donner une forme GESTIONNAIRE. Et c'est très bien, l'organisation gestionnaire étant certainement l'organisation de l'avenir.

Tout le même, de la première association humaine à l'organisation gestionnaire, en passant par l'organisation de défense, il semble qu'il manque un maillon.

Ne nous leurrions pas, il est certain que les possédants n'assisteront pas impuissants à leur expropriation et que si nous n'y prenons garde, une fois de plus, ils choisiront leur heure pour lancer contre des réalisations même largement ébauchées, leurs forces de répression.

Il est donc bon de prévoir, dès aujourd'hui, la transformation des organisations de défense. L'avenir semble être aux mouvements moins étouffés mais plus solidement reliés, plus libres de leurs mouvements, moins sensibles aux conditions du moment, plus axés sur l'offensive révolutionnaire, dont les éléments seraient moins obnubilés par la défense des droits existants que par la conquête de droits nouveaux.

« Société secrète ? Carbonarisme ? Secte ? » s'écriera-t-on en se voyant la face devant le spectre du blanquisme. Entre les bases trop étroites de l'organisation confidentielle et le pillage de troupeau des organisations actuelles, il y a un climat à trouver, une formule à essayer, une éducation nouvelle à donner aux militants, une organisation de combat à créer pour assurer la transition entre l'organisation de défense et l'organisation de gestion.

En tout cas, le problème est posé. De sa solution dépend l'avenir de la révolution sociale. Si celle-ci semble encore nous échapper il est une certitude que personne ne peut nier. C'est : L'INEFFICACITÉ ABSOLUE DES ORGANISATIONS DE DÉFENSE en tant qu'éléments de transformation révolutionnaire.

(1) Il est bien entendu que cette étude ne vise qu'à poser les problèmes à caractère révolutionnaire.

Pour les organisations volontairement réformatrices, le problème est tout autre. Il est tout d'abord intéressant de constater que celles-ci sont également sensibles à l'évolution nécessaire à toute organisation et qu'elles essaient actuellement de trouver une justification « idéologique » à leur action. Dans le n° 35 des « Etudes Matérialistes » R. Louzon, à l'aide d'articles fatigués, leur a ouvert une voie dans laquelle ils ne tarderont pas à s'engager.

(2) La Révolution russe de 1917 pourrait être une exception à cette règle, encore que les événements militaires de la révolution d'octobre ont permis à la révolution d'être déterminée au moment de l'action.

### LE THEATRE

## A PROPOS DE "CARINE"

**FERNAND CROMMELYNCK** doit bien s'amuser s'il lit les critiques publiées pour la reprise de Carine. Comme on pouvait s'y attendre le Monde émette la pièce : j'espère que le critique de ce journal ne reprenne cette œuvre afin de constater la légèreté de son premier jugement. Dans l'aristocratie Figaro l'opinion maison nous est

donnée par la plume de M. Rapin : « Fernand Crommelynck a pris soin de la place (Carine) dans des situations particulièrement inacceptables et arbitraires... je suis entièrement de l'avis de M. Rapin : il est inacceptable qu'une jeune femme apprenne le lendemain de son mariage que sa mère a un amant ; il est inacceptable que l'oncle de la mariée,

châtelain figurant au Bottin mondain, cherche à trasser les similes jeunes filles invitées à la cérémonie ; enfin il est inacceptable que le sieur Crommelynck, un métrique de Flandre, vienne se mêler de peindre l'aristocratie française sous un jour aussi sombre pour ne pas dire aussi crasseux.

Mais au fait vous voudriez savoir de quoi il s'agit, eh bien c'est simple. Une jeune fille revient au château maternel pour la célébration de son mariage. Au cours des festivités organisées en son honneur elle découvre, par les questions de ses amis, par les insinuations de son oncle, par la confession et les demandes de sa mère, que le milieu où elle évoluait désormais frise un aimable état de pourriture. Plutôt que de s'en accommoder Carine ou la jeune fille folle de son âme a préféré arrêter la série des découvertes et se donner la mort. Cette histoire nous est contée dans une langue tantôt poétique, tantôt cinglante comme un pamphlet ; certaines scènes sont d'un superbe mépris pour cette caste de fin de race caricature de noblesse, et caricature de bourgeois. Pour moi, habitué à voir tant de choses insipides mais tellement parisiennes qui ravissent mes confrères, je me demande si notre époque détraquée est encore digne d'entendre Crommelynck.

Je me console en pensant que, bien que très vieux jeu en aimant Carine, je ne suis pas tout à fait seul. René Dupuy a eu assez d'amour pour monter la pièce. Claire Gilbert aimait assez son rôle pour en tirer le maximum. Lucienne Le-marchand est excellente. Jeanne Stora, la Carine qui joue si mal d'après les critiques compétentes, fait preuve à mon avis d'un superbe cran en incarnant un rôle et en le jouant si sincèrement. Serge Lhorca se tire avec brio de la très difficile interprétation de Frédéric. Pour terminer je tire mon chapeau à la direction de l'œuvre assez démodée pour monter Crommelynck et pour rester digne de son fondateur.

AGRY.

Amis du Libéraire, fournissez-vous chez le même dépositaire, exigez de celui-ci l'exposition de votre journal.

René-Pierre FROMENT.

René-Pierre FROMENT.

René-Pierre FROMENT.

René-Pierre FROMENT.

René-Pierre FROMENT.

René-Pierre FROMENT.

René-Pierre FROMENT.

René-Pierre FROMENT.

René-Pierre FROMENT.

René-Pierre FROMENT.

René-Pierre FROMENT.

René-Pierre FROMENT.

René-Pierre FROMENT.

René-Pierre FROMENT.

René-Pierre FROMENT.

René-Pierre FROMENT.

René-Pierre FROMENT.

René-Pierre FROMENT.

René-Pierre FROMENT.

René-Pierre FROMENT.

René-Pierre FROMENT.

René-Pierre FROMENT.

René-Pierre FROMENT.

René-Pierre FROMENT.

René-Pierre FROMENT.

René-Pierre FROMENT.

René-Pierre FROMENT.

René-Pierre FROMENT.

René-Pierre FROMENT.

René-Pierre FROMENT.

René-Pierre FROMENT.

René-Pierre FROMENT.

René-Pierre FROMENT.

René-Pierre FROMENT.

René-Pierre FROMENT.

René-Pierre FROMENT.

René-Pierre FROMENT.

René-Pierre FROMENT.

René-Pierre FROMENT.

René-Pierre FROMENT.

René-Pierre FROMENT.

René-Pierre FROMENT.

René-Pierre FROMENT.

René-Pierre FROMENT.

René-Pierre FROMENT.

René-Pierre FROMENT.

René-Pierre FROMENT.

René-Pierre FROMENT.

René-Pierre FROMENT.

René-Pierre FROMENT.

René-Pierre FROMENT.

René-Pierre FROMENT.

René-Pierre FROMENT.

René-Pierre FROMENT.

René-Pierre FROMENT.

René-Pierre FROMENT.

René-Pierre FROMENT.

René-Pierre FROMENT.

René-Pierre FROMENT.

René-Pierre FROMENT.

René-Pierre FROMENT.

René-Pierre FROMENT.

René-Pierre FROMENT.

René-Pierre FROMENT.

René-Pierre FROMENT.

René-Pierre FROMENT.

René-Pierre FROMENT.

René-Pierre FROMENT.

René-Pierre FROMENT.

René-Pierre FROMENT.

René-Pierre FROMENT.

René-Pierre FROMENT.

## A PRAGUE, LA LOTTE CONTINUE entre communistes et catholiques

**L'**INCOMPARABLE François Mauriac nous apprend que le « matérialisme marxiste ne prospère qu'aux dépens de l'idée chrétienne ».

Merci à l'écrivain autorisé, idole des catholiques français, de résumer si exactement la pensée de tous les catholiques de combat.

Mais dites-nous, ô cher François, puisque l'Eglise, la Romaine évidemment, la seule, la vraie, est la Vérité, et la Vie, qu'elle détient l'infailibilité, comment donc se fait-il que le communisme prospère quand même, comment se peut-il, surtout, que des catholiques « pur sang » en arrivent tout en se déclarant rester chrétiens, à préférer la mystique communiste à celle du Vatican ?

Est-ce que, par hasard, ces gens simples ou instruits, mais ardents de cœur, auraient découvert que le Vatican ne pratique plus un vrai Christianisme ?

Et croiraient-ils trouver sinon la perfection, du moins des conditions meilleures dans la voie nouvelle ?

Hélas ! tout le monde le sait, le Vatican ne s'intitule plus que « catholique ». Cette référence est devenue un mot de passe, un cri de ralliement de toutes les forces soumises à l'influence papale.

Autrefois les catholiques se paraient fièrement du titre et de la qualité de CHRETIENS. Ils enseignaient aux êtres de l'Univers à s'aimer fraternellement, à se comprendre, à s'écouter. Aujourd'hui se déclare un chrétien équivalent à se dire séparé du Vatican, et les catholiques se resserrent en parti politique, avide de puissance, et luttent par tous les moyens contre les adversaires.

Tout, lutte pour l'Ecole Catholique, la seule, dit-on, qui forme des hommes propres, dépréciation de l'Ecole Publique, quand la fréquentation est un crime quand une école religieuse existe non loin.

La lutte énergique, organisée contre des partis politiques risquant de devenir dangereux.

Et tout le problème est là : posséder la puissance, l'acquiescer, donc déprécier ceux qui pourraient s'en emparer en concurrents.

Par tous les moyens : propagande spéculieuse, mensonge, excitation à la répression, etc.

Aussi des hommes droits, attirés d'abord par la Charité, par la magnifique THEORIE d'amour chrétien et de Vérité, se détachent-ils peu à peu, chassés entre autres choses par le mensonge, la duplicité.

Ce mensonge, le Président Gottwald le dit à Zloven : Plus de 100.000 personnes l'écourent. Ce nombre tend à prouver que ses paroles ne trouvaient pas d'hostilité indignée dans ce peuple si religieux de tradition.

L'Eglise a recours à une propagande fallacieuse lorsqu'elle prétend « que la Liberté religieuse n'existe pas ».

« L'Eglise se sépare de la religion en collaboration avec la réaction, pour masquer ses attaques contre la classe laborieuse. »

Mais tenez-vous solidement : Le clergé lui-même reconnaît ces mensonges du Vatican !

En effet, la presse religieuse nous le dit elle-même : « Une circulaire signée par 70 % des « prêtres tchécoslovaques », proteste contre le nouveau projet de loi sur l'Eglise (devant venir en octobre). « Ils déclarent ne pas accepter le texte de la loi se rapportant au remboursement des dépenses de personnel et des dépenses de matériel de l'Eglise et des organisations religieuses. »

Et tous les moyens sont bons pour chercher à le déconsidérer, là et ailleurs, car il veut, lui aussi, l'autorité, toute l'autorité !

Rudolf Slansky, secrétaire du P. C. à Prague le dit exactement : « Le Pape et les évêques essaient de sauver le monde capitaliste en faisant valoir ce qu'ils appellent les droits de l'Eglise et en appliquant des décrets d'excommunication. »

Mais aussi en troublant l'opinion des âmes faibles. Aussi provoque-t-on des « martyrs ».

Le P. Augustin Pozdeck, curé de Bratislava, blâme un évêque célébrant la messe malgré le décret papal anti-communiste. Il se fait condamner à une amende, refuse de la payer, et se fait donc emprisonner.

D'autres en Pologne, par exemple, poussent la colère et la sottise plus loin ; un prêtre d'Agérin est condamné à mort pour constitution d'armes et tentative d'assassinat.

Le P. Fila se réfugie... en Allemagne ! et prétend qu'il a recherché les moyens de collaborer loyalement, mais que les dirigeants tchèques sont de mauvaise foi.

Car ne l'oublions pas, surtout avec les précisions recueillies dans ce tout d'horizon, les catholiques, eux, tout de bonne foi : mensonges, armes, fuite.

Nous allons oublier le double jeu : car s'il était tout de même possible un jour, de partager le fromage, n'est-ce pas ?

Aussi l'abbé Boulier, retour de Prague, est-il relevé immédiatement de la censure. Pourquoi ? Qu'a-t-il promis ? De se taire ? Il a tout de même assuré que les pèlerinages tchèques actuels, avaient lieu comme les autres, sans l'intervention des dirigeants communistes.

Et à Genève, le P. Maydiou, dominicain, et le P. Lefèvre, jésuite, ont constaté au micro, avec Karl Barth, protestant, que notre civilisation chrétienne basée sur l'humanisme gréco-latin est périmée, et que peut-être il serait souhaitable de la rénover tout doucement en tenant compte de l'évolution des sciences et de la technique.

Réjoignons-nous donc. La main reste tendue et l'espoir (d'un partage de puissance) demeure.

Après tout en France, la République a été acceptée malgré Combes, et en 39, quand on pouvait supputer une prise de pouvoir des tenants de Maurras, l'Action Française a été déchargée de son excommunication politique.

Un jour viendra peut-être où, avec Mgr. Beaussart béatissime l'abbé Boulier, nous pourrions contempler émus, ces « arrangements » et en rendre grâce... à Dieu !

René-Pierre FROMENT.

René-Pierre FROMENT.

René-Pierre FROMENT.

« Ils reconnaissent avec gratitude que le gouvernement constate que la situation sociale du clergé ne correspond pas à sa tâche éducative, à son travail pour le bien commun. »

Et d'une ! Prétendez maintenant que les communistes tchécoslovaques sont les ennemis du clergé !

Mais il y a mieux : Mgr. Onderex, évêque, « approuve la loi de nationalisation du clergé tchèque !!! »

« Il écrit à ses prêtres : cessez leur protestation contre cette loi qui, dit-il, améliorera leur situation matérielle et leur permettra de mieux remplir leur mission sociale !!!!! »

Voilà donc déclarée la mauvaise foi de la propagande vaticane dans nos pays occidentaux !

Mgr. Onderex serait-il renégat ? Alors que 70 % des prêtres pensent comme lui ? Alors que quelques prêtres et de moins moindres, acceptent des postes où ils auront à patronner le nouveau point de vue politique ?

Seuls les fanatiques, faisant passer l'autorité vaticane avant tout, s'insurgent et luttent, et lancent dans le monde des informations tendancieuses et fausses.

Mgr. Beran, est à leur tête. Il a déclaré n'être plus libre ? Or, régulièrement il publie, clandestinement, dit-on, des messages.

L'un demande aux fidèles de rester fermes dans leur foi et de défendre résolument la coopération chrétienne. L'autre excite les prêtres contre le satanisme déhissant ;

Et les voilà lancés dans des virulentes attaques contre le communisme !

D'autres fanatiques surgissent : Face au ministère de l'Intérieur, un prêtre s'écrit : « Ceux qui prétendent vouloir créer le meilleur des mondes sur terre, ne réussissent pas, car ils ont perdu Dieu. Je prie la Vierge Marie de protéger notre pays que nous avons presque perdu. »

Quel aveu ! Et comme nous comprenons la colère catholique !

Curieux quand même que ces manifestations soient possibles dans un pays où, paraît-il, les prêtres sont traqués !

Et nous n'en connaissons que quelques-uns ! Aussi, ne nous étonnons pas d'apprendre que de temps en temps des sanctions sont appliquées à ceux qui exagèrent.

A Olomou, 60 prêtres privés de leur « salaire ».

A Ceske-Budejovice, confiscation de leur auto.

Tiens, tiens ! Dites-leur, en France, combien de prêtres sont payés par l'Etat, et ont une auto à leur disposition ?

Mais, chut ! la France est la fille aînée de l'Eglise ! Et l'on y a vu par exemple Léon Blum fermer les yeux sur des écoles libres ayant pris quelque liberté avec les règlements !

Chaque fois qu'un prêtre reçoit une décoration papale, et Ramadier, franc-maçon notoire, monte en chaire pour le panégyrique d'un évêque !

Et puis, en France, le Vatican a ordonné le ralliement à la République, tandis qu'en Tchécoslovaquie, le communisme, voilà l'ennemi !

Et tous les moyens sont bons pour chercher à le déconsidérer, là et ailleurs, car il veut, lui aussi, l'autorité, toute l'autorité !

Rudolf Slansky, secrétaire du P. C. à Prague le dit exactement : « Le Pape et les évêques essaient de sauver le monde capitaliste en faisant valoir ce qu'ils appellent les droits de l'Eglise et en appliquant des décrets d'excommunication. »

Mais aussi en troublant l'opinion des âmes faibles. Aussi provoque-t-on des « martyrs ».

Le P. Augustin Pozdeck, curé de Bratis



# NI CONCILIATION, NI ARBITRAGE OBLIGATOIRE

Le Gouvernement est d'accord... Le Gouvernement n'est pas d'accord... Le Gouvernement est divisé... Et ce petit jeu de gros titres à « la une » se termine par : pas d'augmentation immédiate des salaires malgré les efforts du ministre du Travail, M. Daniel Mayer demandant la revalorisation des traitements et leur mise en liberté par paliers successifs moyennant « l'application d'une procédure de conciliation et d'arbitrage obligatoire ». Ouf ! Nous l'avons tous échappé belle. Pour un peu, nous allions pouvoir revenir au bon vieux temps : pouvoir discuter de nos salaires avec ceux qui nous exploitent directement. Grâce à Dieu, pardon... Daniel Mayer, nous serons obligés, lorsque nous aurons envie d'une petite augmentation ou d'un quelconque avantage, d'en référer à ces messieurs du Gouvernement, qui eux-mêmes discuteront de

par NORMANDY

L'opportunité ou de la non-opportunité du mouvement envisagé, feront leurs petits maquereaux d'avoués et juges de paix, joueront au chat et à la souris avec les délégués, les ouvriers, les dates, les indices... pour finalement envoyer aux gars à bout de patience une petite liste de bougres dûment chapitrés par les patrons et infodés au Ministère du Travail, dans laquelle il sera tiré au sort un arbitre, juge unique, aux décisions olympiennes et infaillibles auxquelles il faudra que les uns comme les autres obéissent sous peine de graves sanctions.

Pas mal la manœuvre ! A vous l'os, à nous le gigot. A vous une petite augmentation des salaires que nous vous octroyons sans vous octroyer ! A nous la conciliation et l'arbitrage obligatoire. Donnant, donnant.

Et d'abord, concilier qui ? Les ouvriers et leurs patrons ? Les exploités et leurs exploités ? Pour qui nous prenez-vous ? Il y a toujours un antagonisme entre nous et vous voudriez nous voir en ménage ?

Pourquoi arbitrer ? Pour éviter les grèves, pour éterniser les mouvements revendicatifs, pour contrôler et limiter les avantages que l'action directe serait susceptible d'apporter aux prolétaires décidés à la lutte, pour éviter les capitulations « honteuses » de patrons acculés. L'arbitrage obligatoire, c'est le point d'orgue de toute une politique de régression sociale, les reins cassés aux maigres sursauts d'un prolétariat sous la schlague, la mise hors la loi de la grève, bien que celle-ci soit inscrite dans la Constitution et qu'elle fusse depuis toujours la seule arme efficace des exploités.

Non, messieurs, rien à faire ! Pas plus de conciliation et d'arbitrage obligatoire que de temporisation pour l'augmentation immédiate et substantielle des salaires ! La « pause » de 1949 n'aura pas lieu.

## La classe ouvrière principale ennemie de la classe ouvrière

EVIDEMMENT, nous ne nous faisons pas d'illusions quant à la réaction des esprits chagrins et des profanes à la parution de ces lignes. Les anarchistes seraient-ils donc devenus subitement fous pour écrire de telles énormités, se disent-ils !

Car il est bien triste de le dire, mais il nous faut le constater, la majorité des éléments de la classe ouvrière n'ont aucune ou très peu de notions, les plus élémentaires soient-elles, en matières économiques et sociales. Pour eux leur seul ennemi est le capitalisme.

Oui certes, le capitalisme est l'ennemi mortel des ouvriers, mais qui donc a fait et entretient actuellement le capitalisme si ce n'est la classe ouvrière elle-même ? Autant par son appartenance à des partis politiques ou centrales syndicales qui se revendiquent défenseurs de la classe ouvrière que par son inertie et son apathie.

Tout l'ouvrier d'usine affilié à la C.G.T.K., qu'as-tu donc de commun avec tes dirigeants que tu enrichis de tes cotisations, qui te font faire des grèves inutiles limitées à quelques heures, quand ce n'est à quelques heures, pour des revendications portant sur des primes au rendement ? Ces mêmes dirigeants te feront défilier le 1<sup>er</sup> mai au nom de la hiérarchie des salaires pour le seul profit de ton contremaître et chef d'atelier.

Toi, camarade du P.C. stalinien, que l'on fait défilier au chant de la Marseillaise, drapeau tricolore en tête pour la défense de l'impérialisme russe contre l'impérialisme américain, au nom de la paix et de la liberté ?

Toi le militant de la S.F.I.O. et syndiqué à F.O. qui, sous prétexte de faire échec aux stalinien, est prêt à courir à la bagarre commandée par Wall Street ?

Et toi le gaulliste qui vénère ton chef comme un dieu, crois-tu donc encore au sauveur suprême ? Si tu ne réagis pas tu feras bientôt partie d'un immense charnier comme seul les militaires ont su de tout temps les faire sur tous les points du globe.

Et vous tous qui croyez encore à l'utilité du bulletin de vote, qu'espérez-vous donc encore du résultat de cette mascarade ? Quelle que soit la couleur par vous choisie, soyez assurés que tous les pantins sortis de l'urne s'entendent tous comme larrons en foire pour vous exploiter.

### ONZE NOVEMBRE !

C'est à cette date qu'aura lieu la fête du « Libertaire ». Nous vous en remercions. Dès maintenant, retenez votre place. Les billets sont en vente au « Libertaire », 145, quai de Valmy.

Le Gérant : J. BOUCHER.

Impr. Centr. du Croissant, 18, r. du Croissant, Paris-20

# LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers :: La terre aux paysans

Chez les dépositaires de journaux

## CONFLIT à Marseille ?

A VANT la guerre, les dépositaires de journaux et périodiques ne payaient pas de frais de livraison, ils n'avaient pas de cautionnement à verser.

Actuellement, le directeur de l'Agence locale compte pour frais de transport 2 % du montant des factures et exige le versement de cautionnements très lourds sous menace de suppression de fournitures et de création de postes de vente concurrents. Les dépositaires protestent et demandent le retour aux conditions de travail de 1939. Beaucoup refusent de verser le cautionnement exigé par le directeur de l'Agence Hachette, simple dépositaire central. Celui-ci n'a ni le droit d'exiger ce cautionnement, ni le droit de créer de postes nouveaux, ni celui de supprimer les fournitures lorsque le dépositaire visé paie régulièrement ce qu'il doit. Une grève des dépositaires de journaux de Marseille semble inévitable si le directeur de l'Agence Hachette persiste dans son attitude.

D'autre part, la Voix des Marchands de Journaux du Sud-Est, organe de la Chambre syndicale des dépositaires de Journaux de Marseille et des Bouches-du-Rhône, nous apprend que le groupe Hachette possède 50 % des parts de la nouvelle société Paris-Press et que le but de ce groupe est de prendre le contrôle de tous les grands journaux. Pour ce, il faut beaucoup de fonds, d'où les cautionnements exigés chez les kiosquiers et dépositaires.

Ceci explique cela. M. Bayet n'en continue pas moins à déclarer que la Libération a vu la disparition de la presse pourrie.

LYNX.

## L'offensive de la hiérarchie

par J. BOUCHER

C.G.C., les ouvriers ont enfin pris position. Bien rares sont les militants syndicalistes consciencieux qui deman-

## LES FLICS désarmeraient-ils ?

Le bureau fédéral de la police C.G.T., à l'occasion de la campagne pour la paix, organisée par le Congrès Mondial des Partisans de la Paix, a demandé à Jules Moch « l'autorisation d'organiser des bureaux de vote dans chaque commissariat de police afin que tous les policiers fassent connaître leur immense désir de paix ».

## REVUE de la PRESSE syndicale

Le vote pour la paix devait fournir aux stalinien un terrain propice pour canaliser les mécontentements de la classe ouvrière et en tirer le maximum de profits — non pour ces derniers — mais afin de servir le clan du Kremlin. En regard, l'augmentation des salaires ou l'application de la semaine de 40 heures sont des facilités bien dignes d'un matérialisme sordide cher à Paul Reynaud.

Les éditoriaux de la presse cégétiste accordent la priorité à la « Journée de la paix du 2 octobre », fruit des délibérations de la F.S.M.

Dans le Peuple le pape Benoît Frachon s'adresse aux travailleurs :

Leurs ennemis ne sont pas en Union soviétique, ni dans les démocraties populaires.

Au contraire, ils se sentent parfaitement solidaires de ces Etats et des peuples de ces pays qui ont secoué le joug capitaliste et supprimé à jamais l'exploitation de l'homme par l'homme.

Rien d'original dans cette mascarade des urnes — si ce n'est dans la forme. Le but est toujours identique : affirmer la solidarité de la C.G.T. et partant de tous les travailleurs, avec les intérêts de l'U.R.S.S. et des démocraties populaires dans lesquelles — comme chacun sait — l'Etat fort et le stakhanovisme se sont substitués — fort heureusement — au capitalisme et à l'exploitation de l'homme.

(Soulignons que les gogos ont possi-

dent REELLEMENT la défense, le relèvement de la hiérarchie. Et c'est pourquoi nous voyons fleurir toute la gamme de revendications spontanées demandant la revalorisation du pouvoir d'achat sous forme de primes uniformes, horaires ou mensuelles. Instinctivement, l'ouvrier lutte contre la hiérarchie, contre ceux qui briment et commandent. Il en a assez de faire le jeu de ceux qui n'ont pas les mêmes intérêts que lui et qui le montrent (voir « Lib » n° 195, article de Fernand Robert).

Les syndicalistes révolutionnaires ne sauraient en aucun cas prendre en considération des programmes revendicatifs où trônerait la défense de la hiérarchie. Ils se prononceraient pour la revalorisation du pouvoir d'achat par l'attribution d'une augmentation uniforme, égale pour tous. Même, et surtout, si cela doit défrayer ces messieurs des bureaux confédéraux et M. Daniel Mayer, ex-militant socialiste, devenu le défenseur d'une inégalité par souci de sauvegarder coûte que coûte un système en pleine décomposition.

L'offensive de la hiérarchie doit être brisée par la contre-offensive ouvrière.

bilité de voter : dans les meetings, dans leur quartier et dans leur entreprise — trois bulletins par tête de pipe — ce qui gonfle avantageusement les résultats).

Du Rassemblement ouvrier ces quelques lignes « éclairées » sur le problème du chômage :

Si impartait soit-il, si incomplet qu'il soit apparu, le Plan Marshall a permis de préparer le relèvement de la France que la guerre avait laissée avec une économie exsangue.

Il y a encore en France des travailleurs qui veulent dans toute dignité de citoyens d'un pays auquel ils sont attachés coopérer au relèvement de la nation.

Réduire la semaine de travail est le but vers lequel on peut tendre lorsqu'on aura assuré aux entreprises les moyens modernes de production, lorsque on aura utilisé à fond tous les perfectionnements techniques que chaque jour nous apporte.

En attendant, il faut vivre avec les moyens du bord.

Nous revenons de bien loin, mais notre fierté de Français nous pousse à faire tous nos efforts pour que la France reprenne son rang dans le monde.

En attendant il faut vivre avec les moyens du bord. Tout un programme ! Vivre avec le minimum vital à 12.500 francs Pétichet avec comme perspective pour les chômeurs : la guerre d'Indochine où leur « fierté bien légitime » pourra s'épanouir afin que la France reprenne son rang dans le monde.

Monmousseau, le pisse-copie, se dévalait, entre l'apologie de cette fripouille de Cachin et les tribulations de Caroline, bien à l'aise dans la Vie ouvrière, de présenter le livre de Maurice Thorez, baptisé par lui-même et fort modestement : *Fils du Peuple* :

Maurice Thorez, ce fils du peuple, est incontestablement et même impitoyablement le plus grand orateur de notre période. Maurice Thorez est donc le meilleur de nos meilleurs théoriciens, le meilleur de nos meilleurs dialecticiens, le meilleur de nos meilleurs organisateurs et de nos hommes d'action.

Même s'il n'était pas le meilleur de nos orateurs, cela suffirait pour qu'il soit reconnu par tous comme faisant honneur au titre de stalinien qui est parmi tous les titres le plus respectable et le plus honorifique dans tous les pays du monde.

Quelle bassesse ! Quelle hypocrisie ! pour qui connaît Thorez, ces adjectifs qui lui distribue généreusement Monmousseau, agenouillé, que dis-je, aplati devant le gros Maurice, afin de n'être plus qu'une vulgaire carapette sur laquelle le leader du P.C.F. vient frotter ses pieds crottés par la fréquentation des antichambres gouvernementales et politiques.

La prudence — à l'égard du gouvernement — a toujours caractérisé les dirigeants de Force ouvrière. Pour Bouzanquet la classe ouvrière est à la croisée des chemins. Que propose-t-il ?

Dans l'immédiat, et compte tenu de la température sociale que personne ne méconnaît, une augmentation du coût de la vie s'ajoutant à une insuffisance manifeste du pouvoir d'achat de l'ensemble des populations laborieuses risquerait, dans la conjoncture économique du moment, d'avoir de dangereuses répercussions.

Non seulement pour l'économie du pays, mais aussi pour sa tranquillité. C'est pourquoi il convient que le gouvernement sortant de sa politique d'immobilisme qui ne peut qu'entraîner des conséquences fâcheuses pour notre pays, et tenant compte des impératives nécessités de l'heure, décide d'accorder sans plus tarder une indemnité qui permettrait aux travailleurs d'attendre avec moins d'impatience et moins d'amertume le moment où le Parlement décidera de rendre la liberté aux salaires.

En fait, pour Bouzanquet, la « prime d'attente » est plus un moyen d'assurer la stabilité économique de notre pays que d'une tranquillité démocratique, qu'une solution susceptible de retrécir l'écart prix-salaire. Un os à ronger en quelque sorte.

PICARD.

## La Grève et les Syndicats derrière le Rideau de Fer

VOICI ce qu'en pense M. Cuik, secrétaire général de la C.G.T. polonaise : « Aujourd'hui la Pologne est un Etat populaire dont l'une des caractéristiques essentielles réside précisément dans l'affirmation des droits ouvriers. Les syndicats deviennent partie intégrante de l'Etat, un des éléments qui exercent le pouvoir... Il est inexact que le droit de grève soit supprimé en Pologne. Les syndicats ont toujours la faculté d'en user. Mais pourquoi voulez-vous que nous l'appliquions ? Contre qui faire la grève puisque aussi bien nous participons à la direction de la production et sommes copropriétaires des usines ?... La grève ? Oui, il y en a eu. Ce furent des cas isolés et de portée restreinte. Par exemple, dans ce que nous appelons le secteur privé, car les entreprises privées employant moins de cinquante ouvriers par équipe de roulement existent toujours. Mais même dans ce secteur c'est aujourd'hui un procédé abandonné, car nous disposons de moyens d'action plus directs et efficaces. Hier l'Etat intervenait dans les affaires des particuliers pour donner appui au patron ; aujourd'hui il intervient en faveur des ouvriers. La grève, chez nous, a perdu sa raison d'être. »

C'est clair et net. Mais quels sont donc les droits ouvriers défendus, les revendications ouvrières présentées, les « ordre angéliques » à démocratie populaire ? Kozmetsov, président des Syndicats russes, répond aux questions posées, Kozmetsov, grand maître de la F.S.M. et « responsable » « reconnu », élu « suivi » des travailleurs de ce paradis des travailleurs où la grève est assimilée au sabotage et punie comme tel. Il y répond du haut de la chaire du X<sup>e</sup> Congrès des Syndicats soviétiques (1) et son discours nous a été retransmis par le Troud, organe officiel de la C.G.T. bolchévique. Ecoutons-le :

### Chez les Pêcheurs

L'USAGE du filet tournant comme moyen de capture de la sardine s'est généralisé à tel point que le filet droit ira bientôt rejoindre les bombardiers de la bataille de Crécy. Mais il plane des bruits sur l'emploi de ces engins : « qu'il épouvante les fonds », « que la sardine pêchée par lui n'est pas bonne », etc... A Saint-Jean-de-Luz et, plus près de nous, à Saint-Guénolé, le filet tournant s'est avéré excellent. Tout le reste n'est que superstition. On en est encore là chez les pêcheurs ! Il est vrai que le stationnement trop prolongé près du bord pendant l'embarquement fait perdre les filets d'où l'on tire l'huile, mais il suffirait pour remédier à cela d'embarquer plus rapidement. Je crois plutôt que ces bruits sont lancés par les usines qui cherchent à obtenir une baisse des prix à l'achat (actuellement variant de 80 à 47 francs le kilo, suivant les pièces).

(Correspondant du Libertaire), à Gâvrea.

qué à la majorité des ouvriers, notamment à 71 % dans les entreprises du ministère des machines-outils, à 83 % dans les cotonnades, à 84 % dans les lainages, à 92 % dans les industries forestières... Kozmetsov parla ensuite des « normes progressives de travail (c'est-à-dire des quantités de travail servant d'étalon pour le calcul du minimum de salaire), calculées sur le rendement des stakhanovistes et ouvriers de choc, opposées aux normes statistiques, calculées sur les moyennes de rendement de tous les ouvriers ».

Ces textes se passent de commentaires. Les syndicalistes révolutionnaires et les lecteurs de notre journal savent que le travail aux pièces est la revanche de la bête sur l'homme, le triomphe de la force brutale sur l'intelligence, qu'il est la négation de tout progrès social. Au « pays du socialisme » et dans les démocraties populaires, il n'est plus question du « A chacun ses besoins » mais au contraire du « A chacun selon ses moyens ». Il fallait au moins un Kozmetsov pour venir confirmer ce que nous savions déjà.

Jean GERARD.

(1) Le premier congrès des syndicats russes depuis cette date. Depuis 1932, il n'y a pas eu d'élections syndicales en l'U.R.S.S. Tchernik, élu, fut remplacé par Kozmetsov sans qu'un plénum soit réuni. Le « mandat » vient d'être « réglé » par 9 millions de syndiqués, nous dit le Troud. Or dans un article paru dans *Etudes soviétiques* (mai 1948), Smirnov affirme que les syndicats russes groupaient 25.500.000 adhérents en 1941. Qui dit vrai ? Le Troud, organe officiel, ou le camarade Smirnov, non moins officiel ?

Signalons en outre que le Comité central des syndicats russes a « demandé » aux syndicats de s'engager dans les organisations paramilitaires officielles *Dosharn, Dosharn, Dosharn*, pourvoyeurs de « héros » et de « stratégies géniaux ».